

Lutte de classe

Double langage sous le signe de la trahison.

A la SNCF, six fédérations de cheminots (CGT, FO, CFTC, Unsa, CFE-CGC et Sud) ont accepté de participer aux négociations proposées par l'entreprise sur la réforme des régimes spéciaux de retraite, tout en appelant dimanche soir à reconduire la grève pour 24 heures.

Etant donné que le maintien des 37,5 annuités n'est pas négociable, la position que la totalité des dirigeants des syndicats viennent d'adopter signifie (une nouvelle fois) qu'ils acceptent de discuter avec le gouvernement sur la base du passage à 40 annuités, ce qui constitue une capitulation devant le gouvernement et une trahison des agents de l'Etat qui n'ont toujours eu qu'une seule exigence : maintien des 37,5 annuités.

De leur côté, trois syndicats de la RATP (CGT, Unsa et FO) ont annoncé dimanche soir dans un communiqué qu'ils participeraient aussi à des négociations avec leur direction et l'Etat dès mercredi. Le quatrième syndicat, Sud, n'a pas signé ce communiqué.

Le maître et son valet

Xavier Bertrand a expliqué « *il y aura un représentant de l'Etat s'il y a bien une dynamique de reprise du travail* », précisant qu'il entendait par là « *davantage de trains, de métros qui reprennent* », Didier Le Reste (CGT) s'est empressé de lui répondre « *dans la mesure où des trains circulent malgré le conflit, nous sommes dans cette configuration* », ouf vivement que cette putain de grève se termine disent-ils en cœur !

L'essentiel n'est-il pas que cette grève qui n'aurait jamais dû avoir lieu, du point de vue du gouvernement et des dirigeants syndicaux, n'ait pas de répercussions négatives sur l'économie du pays et cesse le plus rapidement possible ?

Le secrétaire général adjoint de l'Unsa-Cheminots, le 3ème syndicat de la SNCF a résumé la dernière position de l'ensemble des dirigeants syndicaux : « *Le gouvernement accepte de s'asseoir à la table de négociation aux côtés de l'entreprise et des syndicats. C'est un pas en avant. (...) Nous aussi nous en faisons un en acceptant l'invitation de mercredi* ».

Une trahison serait « *un pas en avant* » ? Demain on pourra sans doute lire dans les manuels d'histoire que les guerres, les épidémies et les catastrophes naturelles, avaient constitué des « pas en avant » ayant permis d'endiguer provisoirement une menace encore plus grande : la surpopulation.

Mais j'ai cru discerner une inquiétude dans les propos du ministre du Travail : « *Je lance un appel à ces agents qui seraient tentés de faire grève : ce n'est pas cette grève qui pourra apporter la moindre solution au conflit* », s'adressant non pas à ceux qui sont déjà en grève, mais pour tenter de dissuader ceux qui ne le sont pas ou plus de ne pas les rejoindre.

Il doit avoir en permanence à l'esprit la volonté des cheminots et des agents de la RATP de conserver leurs régimes de retraites et de poursuivre la grève jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, et celle de ses fidèles partenaires, on devrait dire ses alliés, les dirigeants syndicaux, de reprendre à leur compte le passage « *nécessaire* » à 40 annuités et de briser du même coup cette grève qu'ils honnissent, sans que l'on puisse dire à

l'avance laquelle des deux l'emportera, les choses pouvant évoluer ou basculer d'un côté ou de l'autre à tout moment dans les prochains jours.

Le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement liquidant les régimes spéciaux de retraite demeure le seul mot d'ordre correct.

Avez-vous remarqué qu'aucun parti, je dis bien **aucun** parti, n'a repris ce mot d'ordre tel quel ? Défense des régimes spéciaux de retraite ou exigence de maintenir les 37,5 annuités n'interdit pas de négocier l'ensemble des mesures qui accompagneraient le passage à 40 annuités, ce qu'ont parfaitement compris Thibault, Mailly et Chérèque puisqu'ils en ont fait leur principal point d'appui pour tenter d'empêcher cette grève, puis la briser. Existe-t-il aujourd'hui dans ce pays un parti ouvrier indépendant des appareils traîtres du mouvement ouvrier ? On est en droit de se poser la question, non ?

Premiers enseignements.

En examinant le déroulement des événements et en comparant le mouvement de grève des agents de l'Etat avec celui des étudiants, j'ai constaté que la différence essentielle résidait dans l'incapacité dans laquelle les cheminots ont été de fédérer leur mouvement au niveau national et de se doter d'une coordination nationale afin d'interdire aux dirigeants syndicaux de briser leur grève. Apparemment, ils n'ont pas constitué de comités de grève ou ils sont restés isolés les uns des autres.

On tirera d'autres leçons de cette grève un peu plus tard. Je pense que cela fera l'objet du prochain éditorial, tout dépendra de l'évolution de la situation après le 20 novembre. Pour ma part, je suis optimiste, pas sur le 20 novembre, mais à plus long terme, je vous expliquerai pourquoi dans quelques jours.

(source : AFP 18.11)